

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article2046>

Le "Programme d'actions pour le développement durable" des Nations unies, juin 2013

- Objectifs Développement durable 2030 - Objectifs de développement durable 2030 (ODD) -



Date de mise en ligne : mardi 3 septembre 2013

Description :

"Le monde a profondément changé depuis l'an 2000, lorsque la Déclaration du Millénaire et les OMD ont été adoptés. Cinq évolutions importantes en particulier vont faire en sorte que cette prochaine période de quinze ans 2015 - 2030, soit différente de la période des OMD qui se termine en 2015 : (i) la possibilité de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, (ii) un impact humain sur la Terre considérablement plus élevé, (iii) des changements technologiques rapides, (iv) l'augmentation des inégalités, et (v) la diffusion croissante et la complexité de la gouvernance.

Site de l'Association Adéquations

Rapport établi pour le secrétaire général des Nations unies par le Leadership Council (Conseil de Direction) du Réseau des Solutions pour le Développement Durable des Nations Unies (SDSN), 6 juin 2013.

Le [Réseau des Solutions pour le Développement Durable](#) (SDSN pour "Sustainable Development Solutions Network" en anglais) mobilise des scientifiques, des ingénieurs, des leaders du secteur privé et de la société civile, et des professionnels du développement pour développer des solutions pratiques fondées sur des données factuelles. Il favorise des démarches et solutions qui établissent le potentiel de l'innovation technique et des entreprises en faveur du développement durable.

Synthèse du rapport

La Déclaration du Millénaire et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont réussi à attirer l'attention et les actions du monde sur l'élimination de l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, ainsi que la réduction des inégalités entre les sexes. La période de quinze ans définie pour les OMD s'achève fin 2015. La Conférence de Rio+20, qui a eu lieu en juin 2012, s'est proposée de finir le travail de mettre fin à l'extrême pauvreté et à la faim de toute urgence. La Conférence a aussi oeuvré pour placer la réduction de la pauvreté dans le contexte plus large du développement durable.

Dans le cadre des initiatives prises par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, en faveur du développement durable [\[1\]](#).

Le SDSN soutient pleinement la vision de la Conférence de Rio+20 du développement durable comme un concept holistique qui traite quatre dimensions différentes de la société [\[2\]](#) : le développement économique (y compris l'élimination de l'extrême pauvreté), l'inclusion sociale, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance, notamment la paix et la sécurité. Les sociétés visent à atteindre ces quatre dimensions. L'échec dans un domaine, tel que la durabilité environnementale ou l'égalité des sexes, peut compromettre les progrès dans d'autres domaines, comme l'élimination de la pauvreté. La mauvaise gouvernance et l'insécurité peuvent trop facilement compromettre l'avancée vers des objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Le monde a profondément changé depuis l'an 2000, lorsque la Déclaration du Millénaire et les OMD ont été adoptés. Cinq évolutions importantes en particulier vont faire en sorte que cette prochaine période de quinze ans 2015-2030, soit différente de la période des OMD qui se termine en 2015 :

- (i) la possibilité de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes,
- (ii) un impact humain sur la Terre considérablement plus élevé,
- (iii) des changements technologiques rapides,
- (iv) l'augmentation des inégalités, et
- (v) la diffusion croissante et la complexité de la gouvernance.

Les problèmes d'aujourd'hui vont s'amplifier de façon dangereuse et accélérée, si le monde ne change pas radicalement de cap de toute urgence. Le monde a besoin d'un cadre opérationnel pour le développement durable, capable de mobiliser tous les acteurs clés (autorités nationales et locales, la

société civile, les entreprises, les sciences et les universités) dans tous les pays, afin de se détourner de la trajectoire « Business as Usual » (statu quo) et d'adopter une voie de développement durable (SD). Ce cadre et les Objectifs du Développement Durable (ODD) doivent identifier les principaux objectifs et stratégies nécessaires pour effectuer ce changement.

La voie de développement durable s'appuie sur un cadre global de coopération pour aborder les quatre dimensions du développement durable, et devrait donc se fonder sur quatre concepts normatifs connexes :

- (i) le droit au développement pour tous les pays,
- (ii) les droits de l'homme et l'inclusion sociale,
- (iii) la convergence de niveau de vie entre les pays,
- (iv) les responsabilités et les opportunités partagées.

Pour être efficace, un cadre commun pour le développement durable doit mobiliser le monde autour d'un nombre limité de priorités et d'objectifs associés - probablement pas plus de dix. Le Leadership Council du SDSN a identifié les enjeux prioritaires suivants, qui sont interconnectés et qui contribuent tous aux quatre dimensions du développement durable :

- ▶ **Mettre fin à l'extrême pauvreté y compris la faim** : Mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes, y compris la faim, le retard de croissance chez les enfants, la malnutrition et l'insécurité alimentaire ; et soutenir les pays les plus vulnérables (ODD 1 à 7).
- ▶ **Réussir le développement dans les limites planétaires** : Tous les pays ont droit au développement qui respecte les limites planétaires, assure les modes de production et consommation durables, et contribue à stabiliser la population mondiale d'ici le mi-siècle.
- ▶ **Assurer une éducation efficace à tous les enfants et jeunes adultes pour la vie et leur propre subsistance** : L'accès pour toutes les filles et tous les garçons à des programmes complets, abordables et de bonne qualité pour la petite enfance, l'enseignement primaire et secondaire, afin de les préparer à relever les défis de la vie moderne et leur donner des bons moyens de subsistance. L'accès pour tous les jeunes et adultes à l'apprentissage continu, afin d'assurer l'alphabétisation, les compétences en calcul et autres compétences nécessaires pour gagner sa vie décentement par l'emploi ou l'auto-emploi.
- ▶ **Garantir l'égalité des sexes**, l'inclusion sociale et les droits de l'homme pour tous : Assurer l'égalité des sexes, les droits de l'homme, l'état de droit et l'accès universel aux services publics. Réduire la pauvreté relative et autres inégalités qui provoquent l'exclusion sociale. Prévenir et éliminer la violence et l'exploitation, notamment envers les femmes et les enfants.
- ▶ **Garantir la santé et le bien-être à tous les âges** : Assurer une couverture universelle de santé à chaque étape de la vie, en mettant un accent particulier sur les services de santé primaires, y compris la santé sexuelle et procréative, afin de veiller à ce que toutes les personnes bénéficient des services de santé de qualité sans avoir à subir des difficultés financières. Tous les pays favorisent les politiques visant à aider les personnes à prendre des décisions saines et durables en ce qui concerne l'alimentation, l'activité physique, et autres dimensions individuelles ou sociales de la santé.
- ▶ **Améliorer les systèmes agricoles et augmenter la prospérité rurale** : Améliorer les pratiques

agricoles, les infrastructures rurales et l'accès aux ressources pour la production alimentaire, afin d'augmenter la productivité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, améliorer les revenus des petits producteurs, réduire les impacts sur l'environnement, promouvoir la prospérité rurale et assurer la résilience au changement climatique.

- ▶ **Promouvoir les villes inclusives, productives et résilientes** : Rendre toutes les villes socialement inclusives, économiquement productives et écologiquement durables, sécurisées, et résilientes au changement climatique et autres risques. Développer une gouvernance de la ville participative, responsable et efficace afin de soutenir une transformation urbaine rapide et équitable.
 - ▶ **Limiter le changement climatique induit par l'homme et garantir une énergie durable** : limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant des secteurs de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, de l'environnement bâti et le changement d'occupation des sols, afin d'assurer un pic des émissions mondiales de CO₂ d'ici 2020, et parer aux dangers croissants liés au changement climatique. Favoriser l'énergie durable pour tous.
 - ▶ **Sécuriser les services écosystémiques et la biodiversité, et garantir une bonne gestion de l'eau et autres ressources naturelles** : La biodiversité, les écosystèmes marins et terrestres d'importance locale, régionale et mondiale sont inventoriés, gérés et surveillés, afin d'assurer le maintien de systèmes indispensables à la vie qui sont résilients et adaptables, et favoriser le développement durable. L'eau et les autres ressources naturelles sont gérées de façon durable et transparente, afin de soutenir un développement économique et humain qui soit inclusif.
 - ▶ **Transformer la gouvernance pour favoriser le développement durable** : Le secteur public, les entreprises et les autres parties prenantes s'engagent à soutenir une bonne gouvernance, avec notamment la transparence, la responsabilisation, l'accès à l'information, la participation, la fin du secret bancaire et des paradis fiscaux, et les efforts pour éradiquer la corruption. Les règles internationales régissant la finance internationale, le commerce, le reporting des entreprises, la technologie et la propriété intellectuelle sont compatibles avec la réalisation des ODD. Les moyens de financement de la diminution de la pauvreté et les biens publics mondiaux, y compris les efforts pour parer au changement climatique, sont renforcés et reposent sur un ensemble gradué de responsabilités et de droits mondiaux.
-

Ces dix défis du développement durable doivent être abordés à l'échelle mondiale, régionale, nationale et locale. Ils peuvent former une base plausible pour encadrer les ODD, pour déclencher des solutions pratiques qui peuvent être mises en oeuvre de façon prioritaire par les gouvernements, les entreprises et la société civile. Certaines questions, telles que l'égalité des sexes ou les droits de l'homme, relèvent de toutes les priorités, mais comme elles nécessitent une mobilisation sociale et un leadership politique, nous préconisons de les mettre en évidence en les regroupant sous un objectif individuel.

Des ODD bien conçus peuvent contribuer à orienter la perception du public en ce qui concerne les enjeux complexes du développement durable, inspirer l'action publique et privée, promouvoir une vision intégrée et favoriser la responsabilisation. Les ODD viendront à l'appui des outils du droit international existants, tels que les traités et conventions internationales, en fournissant un cadre normatif commun. Partout dans le monde, les enfants devraient apprendre les ODD pour les permettre de comprendre les défis auxquels ils auront à faire face en tant qu'adultes. Les ODD vont également mobiliser les gouvernements et le système international, afin de renforcer les dispositifs de mesure et de surveillance dans le domaine du développement durable.

Les ODD peuvent également favoriser une réflexion intégrée sur les quatre dimensions du

développement durable et mettre fin aux débats inutiles qui opposent une dimension à une autre. Les défis abordés par les ODD proposés sont fondamentalement intégrés, par conséquent il faudrait que les défis du développement durable soient poursuivis de façon cumulative, plutôt que séparément ou l'un après l'autre. Par exemple, la gestion durable des ressources en eau douce relève de plusieurs objectifs, soit l'agriculture, le milieu urbain, le milieu rural, et l'écosystème.

Le monde détient les outils nécessaires pour mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes et aborder les défis liés au développement durable qui sont décrits dans ce document. Si le monde se mobilise autour d'un programme commun pour le développement durable et des objectifs de développement durable ambitieux et assortis de délais, alors un changement positif et rapide sur l'échelle nécessaire est réalisable, grâce à la hausse des revenus et des progrès scientifiques et technologiques sans précédent.

Annexe 1 : Objectifs de Développement Durable (ODD) proposés

Les Objectifs et les Cibles ont comme date butoir l'an 2030, sauf indication contraire. Les Cibles marquées d'un () doivent être spécifiées au niveau national ou infranational. Chaque Cible nécessite un ou plusieurs indicateurs qui seront élaborés à un stade ultérieur.*

Préambule

Le Préambule s'appuie sur le document final de la Conférence Rio+20.

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) s'appuient sur le succès des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et visent à terminer le travail de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes. Les ODD réaffirment la nécessité de parvenir à un développement durable à travers la promotion du développement économique, l'inclusion sociale, la durabilité environnementale, et la bonne gouvernance, y compris la paix et la sécurité. Ces objectifs réaffirment les droits de l'homme et soulignent le droit au développement comme étant des objectifs clés. Ces objectifs sont universels et s'appliquent à tous les pays, les gouvernements nationaux et locaux, les entreprises et la société civile. Pour atteindre le développement durable, il faudra que les objectifs soient poursuivis ensemble, plutôt qu'à titre individuel ou l'un après l'autre.

Objectif 1 : mettre fin à l'extrême pauvreté, y compris la faim

Le terme « faim » comprend le retard de croissance chez les enfants, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Des indicateurs appropriés devront être choisis pour refléter l'éventail complet de ce que constitue la faim.

Mettre fin à l'extrême pauvreté dans toutes ses formes (OMD 1-7), y compris la faim, le retard de croissance chez les enfants, la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Soutenir les pays les plus vulnérables

Cible 1a

Éliminer la pauvreté du revenu absolu (\$1,25 ou moins par jour) et la faim, y compris assurer la sécurité alimentaire et une nutrition appropriée, et mettre fin au retard de croissance chez les enfants (OMD 1).

Cible 1b

[Autres cibles des objectifs OMD 2-7 dument révisés, inclus ici ou ci-dessous.]

Cible 1c

Assurer un soutien renforcé pour les pays les plus vulnérables et les Pays les Moins Avancés (PMA) pour les aider à relever les défis structurels auxquels ils sont confrontés, y compris la violence et les conflits.*

Objectif 2 : réussir le développement dans les limites planétaires

Tous les pays ont le droit au développement qui respecte les limites planétaires, assure les modes de production et de consommation durables, et contribue à stabiliser la population mondiale d'ici le mi-siècle.

Cible 2a

Chaque pays atteint *au minima* un niveau de revenu supérieur tel que défini par la Banque Mondiale [3].

Cible 2b

Les pays font état de leur contribution aux limites planétaires [4] et les intègrent, avec d'autres indicateurs environnementaux et sociaux, dans les mesures du PIB élargies et les comptes nationaux.*

Cible 2c

Réduction rapide et volontaire de la fécondité à travers des droits à la santé sexuelle et procréative dans les pays où le taux de fécondité est au dessus de [3] enfants par femme, et la poursuite de la réduction volontaire de la fécondité dans les pays où le taux de fécondité est au dessus du niveau de remplacement.*

Objectif 3 : assurer une éducation efficace à tous les enfants et les jeunes pour la vie et leur propre subsistance

L'accès pour toutes les filles et tous les garçons à des programmes complets, abordables et de bonne qualité pour la petite enfance, l'enseignement primaire et secondaire, afin de les préparer à relever les défis de la vie moderne et leur donner des bons moyens de subsistance. L'accès à l'apprentissage continu pour tous les jeunes et adultes afin d'assurer l'alphabétisation, les compétences en calcul et autres compétences nécessaires pour gagner décemment sa vie par l'emploi ou par l'auto-emploi.

Cible 3a

Toutes les filles et tous les garçons ont un accès égal aux programmes de développement de la petite enfance (DPE) de qualité.

Cible 3b

Toutes les filles et tous les garçons reçoivent une éducation primaire et secondaire de qualité qui se concentre sur les résultats d'apprentissage et réduisant le taux de décrochage à zéro.

Cible 3c

Le taux de chômage chez les jeunes est inférieur à [10] pourcent.

Objectif 4 : garantir l'égalité des sexes, l'inclusion sociale et les droits de l'Homme pour tous

Assurer l'égalité des sexes, les droits de l'homme, l'état de droit et l'accès universel aux services publics. Réduire la pauvreté relative et autres inégalités qui provoquent l'exclusion sociale. Prévenir et éliminer la violence et l'exploitation, notamment contre les femmes et les enfants.

Cible 4a

Surveiller et éliminer la discrimination et les inégalités dans l'accès aux services publics, l'état de droit, l'accès à la justice, et la participation à la vie politique et économique sur la base du sexe, origine ethnique, religion, handicap, origine nationale, statut social ou autre.

Cible 4b

Réduire de moitié la proportion de ménages disposant d'un revenu inférieur à la moitié de revenu national médian (pauvreté relative).

Cible 4c

Prévenir et éliminer la violence contre les personnes, en particulier envers les femmes et les enfants.*

Objectif 5 : Garantir la santé et le bien-être à tous les âges

Assurer une couverture universelle de santé à chaque étape de la vie, en mettant un accent particulier sur les services de santé primaires, y compris la santé procréative, afin de veiller à ce que toutes les personnes bénéficient de services de santé de qualité sans avoir à subir de difficultés financières. Tous les pays favorisent les politiques visant à aider les personnes à prendre des décisions saines et durables en ce qui concerne l'alimentation, l'activité physique, et autres dimensions individuelles ou sociales de la santé.

Cible 5a

Assurer l'accès universel aux soins de santé primaire y compris la santé sexuelle et procréative, la planification familiale, la vaccination de routine, et la prévention et le traitement des maladies transmissibles et non-transmissibles [5].

Cible 5b

Mettre fin aux décès évitables en ramenant la mortalité infantile à [20] ou moins de décès pour 1.000 naissances, la mortalité maternelle à [40] ou moins de décès pour 100.000 naissances vivantes, et réduire la mortalité chez les personnes de moins de 70 ans de maladies non-transmissibles par au moins 30 pourcent par rapport au niveau de 2015 [6].

Cible 5c

Promouvoir une alimentation saine et l'activité physique, décourager les comportements malsains, comme le tabagisme et la consommation excessive d'alcool, et surveiller le bien-être subjectif et le capital social.*

Objectif 6 : améliorer les systèmes agricoles et augmenter la prospérité rurale

Améliorer les pratiques agricoles, les infrastructures rurales et l'accès aux ressources pour la production

alimentaire, afin d'augmenter la productivité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, améliorer les revenus des petits producteurs, réduire les impacts sur l'environnement, promouvoir la prospérité rurale et assurer la résilience au changement climatique.

Cible 6a

Assurer des systèmes de production alimentaire durables à haut rendement et une efficacité en eau, nutriments du sol et énergie, soutenir un régime alimentaire nutritif avec des niveaux de pertes alimentaires ou de gaspillage faibles. *

Cible 6b

Mettre fin à la conversion des forêts et des zones humides pour les besoins de l'agriculture, protéger les ressources du sol, et s'assurer que les systèmes agricoles soient résilients au changement climatique et aux catastrophes naturelles. *

Cible 6c.

Assurer l'accès universel aux ressources de base et des services d'infrastructure (terre, eau, assainissement, énergie moderne, transport, communication mobile et à haut débit, intrants agricoles et services consultatifs) dans les zones rurales.

Objectif 7 : promouvoir des villes inclusives, productives et résilientes

Rendre toutes les villes socialement inclusives, économiquement productives et écologiquement durables, sécurisées et résilientes au changement climatique et autres risques. Développer une gouvernance de la ville participative, responsable et efficace afin de soutenir une transformation urbaine rapide et équitable.

Cible 7a

Mettre fin à l'extrême pauvreté urbaine, développer l'emploi et la productivité, et augmenter les niveaux de vies, notamment dans les bidonvilles.*

Cible 7b

Assurer l'accès universel à un environnement bâti sûr et abordable, et des services urbains de base tels

que le logement, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets ; l'énergie décarbonisée et le transport ; la communication mobile et à haut débit.

Cible 7c

Assurer un air sain et une bonne qualité d'eau pour tous, et intégrer la réduction des gaz à effet de serre, une utilisation de la terre et des ressources efficaces, et la résilience aux changements climatiques et autres catastrophes naturelles dans les investissements et les normes. *

Objectif 8 : limiter le changement climatique causé par l'homme et garantir une énergie durable

Limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) provenant de l'énergie, l'industrie, l'agriculture, l'environnement bâti et le changement d'occupation des sols, afin d'assurer un pic des émissions mondiales de CO₂ d'ici 2020, et parer aux dangers croissants liés au changement climatique [7]. Favoriser l'énergie durable pour tous.

Cible 8a

Décarboniser le système énergétique, assurer une énergie propre pour tous, et améliorer l'efficacité énergétique, avec des objectifs pour 2020, 2030 et 2050.*

Cible 8b

Réduire les émissions de gaz à effet de serre non-liées à l'énergie grâce à l'amélioration des pratiques dans l'agriculture, la gestion des forêts, la gestion des déchets et l'industrie.*

Cible 8c

Adopter des mesures mobilisatrices, notamment la tarification des émissions GES, afin de maîtriser le changement climatique, promouvoir le transfert de technologie vers les pays en développement.*

Objectif 9. Sécuriser les services écosystémiques et la biodiversité, et garantir une bonne gestion de l'eau et autres ressources naturelles.

La biodiversité, les écosystèmes marins et terrestres d'importance locale, régionale et mondiale sont

inventoriés, gérés et surveillés, afin d'assurer le maintien de systèmes indispensables à la vie qui sont résilients et adaptables, et favoriser le développement durable [8]. L'eau et les autres ressources naturelles sont gérées de façon durable et transparente, pour soutenir un développement économique et humain inclusif.

Cible 9a

Assurer la résilience des écosystèmes et la productivité en adoptant des politiques et des lois qui abordent les causes de la dégradation de l'écosystème, et en exigeant que les particuliers, entreprises et gouvernements payent le coût social de la pollution et de l'utilisation des services environnementaux.*

Cible 9b

Participer à et soutenir les accords régionaux et mondiaux pour l'inventaire, surveillance et protection des biomes et patrimoine environnemental d'importance régionale et mondiale, et contrôler les dommages environnementaux transfrontaliers, avec des systèmes robustes mis en place au plus tard en 2020.

Cible 9c

Tous les gouvernements et entreprises s'engagent à la gestion durable, intégrée et transparente de l'eau, des terres agricoles, des forêts, de la pêche, des mines et des ressources en hydrocarbures, pour soutenir le développement économique inclusif et la réalisation de tous les ODD.*

Objectif 10 : transformer la gouvernance pour favoriser le développement durable

Le secteur public, les entreprises et les autres parties prenantes, s'engagent à soutenir une bonne gouvernance avec, notamment, la transparence, la responsabilisation, l'accès à l'information, la participation, la fin du secret bancaire et des paradis fiscaux, et les efforts pour éradiquer la corruption. Les règles internationales régissant la finance internationale, le commerce, le reporting des entreprises, la technologie et la propriété intellectuelle, sont compatibles avec la réalisation des ODD. Les moyens de financement de la diminution de la pauvreté et les biens publics mondiaux, y compris les efforts pour parer au changement climatique, sont renforcés et reposent sur un ensemble gradué de responsabilités et de droits mondiaux.

Cible 10a

Les gouvernements (au niveau national et local) et les entreprises, s'engagent à respecter les ODD, la surveillance transparente et le reporting annuel - y compris l'évaluation indépendante du reporting intégré pour toutes les grandes entreprises à commencer en 2020 au plus tard.*

Cible 10b

Un financement national et international adéquat pour mettre fin à l'extrême pauvreté, fournir des biens publics mondiaux, renforcer les capacités et le transfert des technologies, y compris 0,7 pourcent du RNB en aide publique au développement pour tous les pays à haut revenu, et un montant supplémentaire de \$100 milliards par an de financement climatique officielle d'ici 2020.

Cible 10c

Les règles du commerce international, finance, fiscalité, comptabilité d'entreprise et propriété intellectuelle sont modifiées pour être compatibles et favoriser la réalisation des ODD.

A propos du SDSN et du Leadership Council

Le Leadership Council (Conseil de Direction) du SDSN comprend :

Les membres du Conseil de direction siègent à titre personnel, de sorte que les opinions exprimées dans cet article ne reflètent pas nécessairement les opinions de leurs établissements d'accueil. Le rapport a été approuvé par tous les membres du Conseil de direction, même si certains peuvent ne pas être entièrement d'accord avec tous les détails.

CO-PRESIDENTS

Laurence Tubiana, Founder, Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI), France
Lan Xue, Cheung Kong Chair Professor and Dean, School of Public Policy and Management, Tsinghua University, China

MEMBRES

Irene Agyepong, Regional Director of Health for Greater Accra, Ghana
Zubaid Ahmad, Vice Chairman, Citi's Institutional Clients Group, USA
HE Reem Ebrahim Al Hashimy, Minister of State, The United Arab Emirates
Sultan Al Jaber, Managing Director and Chief Executive Officer, Masdar, UAE
HSH Prince Albert II of Monaco, Head of State, Monaco
Louise Arbour, President & CEO, International Crisis Group, Belgium
Peter Bakker, President, World Business Council for Sustainable Development, Switzerland
Belay Begashaw, Director, Director, Columbia Global Center, Kenya
Frances Beinecke, President, NRDC, USA
David Berry, Partner, Flagship Ventures, USA

Joshua Castellino, Dean, School of Law at Middlesex University, UK
Madhav Chavan, Co-founder and CE-President, Pratham, India
Paul Collier, Director, Centre for the Study of African Economies, Blavatnik School of Government, UK
Mark Cutifani, Chief Executive Officer, Anglo American, UK
Gretchen Daily, Director, Center for Conservation Biology, Stanford University, USA
Alice Dautry, President, Institut Pasteur, France
Bineta Diop, Founder and President, Femmes Africa Solidarité, Senegal
Achim Dobermann, Deputy Director General for Research, International Rice Research Institute (IRRI), Philippines
Richard Duffy, Executive Vice President Continental Africa, AngloGold Ashanti, South Africa
Jan Egeland, Europe Director and Deputy Executive Director, Human Rights Watch
Christiana Figueres, Executive Director, UNFCCC, Germany
José María Figueres, President, Carbon War Room, USA
Maria Freire, President and Executive Director, Foundation for the National Institutes of Health, USA
Helene Gayle, President and CEO, CARE USA, USA
James Hansen, Director, NASA Goddard Institute for Space Studies, USA
Thomas Heller, Professor, Stanford University, USA
Naoko Ishii, CEO and Chairperson, Global Environment Facility (GEF), USA
Geoffrey Kent, Founder, Chairman and Chief Executive Officer, Abercrombie & Kent Group of Companies, Kenya
Salman Khan, Founder, Khan Academy, USA
Niclas Kjellström-Matseke, CEO, Novamedia Swedish Postcode Lottery, Sweden
Israel Klabin, Director, Brazilian Foundation for Sustainable Development, Brazil
Barbara Kux, Member of the Managing Board, Siemens AG, Germany
Richard Layard, Director, Programme on Wellbeing, London School of Economics, UK
Frannie Leautier, Executive Secretary, African Capacity Building Foundation, Zimbabwe
Klaus Leisinger, Chairman of the Board of Trustees of the Novartis Foundation for Sustainable Development, Switzerland
Gordon Liu, Director, China Center for Health Economic Research (CCHER), Peking University, China
Arun Majumdar, Energy Initiatives Lead, Google Inc, USA
Julia Marton-Lefèvre, Director General, IUCN, Switzerland
Vladimir Mau, Rector, Russian Presidential Academy of National Economy and Public Administration, Russia
Amina Mohammed, Special Adviser to UN Secretary-General Ban Ki-moon on Post-2015 Development Planning, Nigeria
Romain Murenzi, Executive Director, TWAS, Italy
Shahid Naeem, Director, Center for Environmental Sustainability, The Earth Institute, Columbia University, USA
Claude Nahon, Executive Vice President for Sustainable Development, EDF Group, France
Rebecca Nelson, Professor, Cornell University, USA
HE Charity Ngilu, Minister of Water and Irrigation, Kenya
Amadou Niang, Director, MDG Centre of West and Central Africa, Senegal
Cherie Nursalim, Executive Director, GITI Group, Singapore
Leslie O'Donoghue, Executive Vice President of Corporate Development & Strategy, Chief Risk Officer, Agrium, Canada
Ikenna Onyido, Founder and Director, Centre for Sustainable Development, Nnamdi Azikiwe University, Nigeria
Rajendra Pachauri, Director-General, TERI, India
HE Mari Pangestu, Minister of Tourism and Creative Industries, Republic of Indonesia
George Papandreou, Former Prime Minister, Greece
Antonio Pedro, Director, United Nations Economic Commission for Africa, Eastern Africa Office, Rwanda
Paul Polman, Executive Director, Unilever, The Netherlands
Srinath Reddy, President, Public Health Foundation of India, India

Aromar Revi, Director, Indian Institute for Human Settlements, India
Angelo Riccaboni, Rector, University of Siena, Italy
Johan Rockstrom, Executive Director, Stockholm Resilience Centre, Sweden
Cynthia Rosenzweig, Senior Research Scientist, NASA Goddard Institute for Space Studies, USA
Jeffrey Sachs, Director, The Earth Institute, Columbia University, USA
Paolo Scaroni, Chief Executive Officer, eni, Italy
Josette Sheeran, Chairman, World Economic Forum, Switzerland
Feike Sijbesma, Chairman of the Board, DSM, The Netherlands
Vania Somavilla, Executive Director of Human Resources, Health and Safety, Sustainability and Energy, Vale, Brazil
Andrew Steer, President, World Resources Institute, USA
Pavan Sukhdev, Founder-CEO, GIST Advisory, India
Carl-Henric Svanberg, Chairman, BP, UK and Chairman, Volvo AB, Sweden
John Thwaites, Chairman, Monash Sustainability Institute, Australia
Lena Trenschoff Torell, Chairman, MISTRA, Sweden
Ted Turner, Chairman, Turner Foundation, and Chairman, United Nations Foundation, USA
Hans Vestberg, President and Chief Executive Officer, Ericsson Group, Sweden
Virgilio Viana, Director General, Amazonas Sustainability Foundation, Brazil
Martin Visbeck, Chair in Physical Oceanography GEOMAR, Helmholtz Centre for Ocean Research Kiel, Germany
Soogil Young, Professor of Green Growth and Sustainable Development, KDI School of Public Policy and Management, Korea
Zhou Dadi, Director General (Emeritus), the Energy Research Institute (ERI) of the National Development and Reform Commission, China
Hania Zlotnik, Former Director of the United Nations Population Division, USA

Le travail technique du SDSN est organisé autour de douze groupes thématiques :

- ▶ Groupe Thématique 1 : Macroéconomie, dynamique des populations, et limites planétaires
Présidé par Johan Rockstrom et Jeffrey D. Sachs
- ▶ Groupe Thématique 2 : La réduction de la pauvreté et le développement durable dans les régions fragiles
Présidé par Belay Ejigu Begashaw et Amadou Niang
- ▶ Thématique 3 : Les défis de l'inclusion sociale : genre, inégalités et droits de l'homme
Présidé par Joshua Castellino et Bineta Diop
- ▶ Groupe Thématique 4 : Le développement de la petite enfance, l'éducation et l'apprentissage, et la transition vers le travail
Présidé par Madhav Chavan
- ▶ Groupe Thématique 5 : La santé pour tous
Présidé par Irene Agyepong, Gordon G. Liu and Srinath Reddy
- ▶ Groupe Thématique 6 : La décarbonisation du secteur de l'énergie et l'industrie durable
Présidé par Thomas Heller, Soogil Young and Zhou Dadi
- ▶ Groupe Thématique 7 : L'agriculture et les systèmes alimentaires durables
Présidé par Achim Dobermann and Rebecca Nelson
- ▶ Groupe Thématique 8 : Les forêts, les océans, la biodiversité et les services écosystémiques
Présidé par Shahid Naeem, Virgilio Viana et Martin Visbeck
- ▶ Groupe Thématique 9 : Des villes durables : inclusives, résilientes et connectées
Présidé par Aromar Revi et Cynthia Rosenzweig
- ▶ Groupe Thématique 10 : La bonne gouvernance des terres et des ressources extractives

Présidé par Paul Collier et Antonio Pedro

- ▶ Groupe Thématique 11 : La gouvernance mondiale et les normes pour le développement durable

Présidé par Laurence Tubiana et Xue Lan

- ▶ Groupe Thématique 12 : Redéfinir le rôle des entreprises pour le développement durable

Présidé par Peter Bakker et Klaus Leisinger

La rédaction de ce rapport a été appuyé par le Secrétariat du SDSN : Jeffrey D. Sachs, Director Guido Schmidt-Traub, Executive Director Chandrika Bahadur, Lauren Barredo, María Cortés Puch, Eve de la Mothe Karoubi, Joanna Rubinstein, Bonnie Scarborough, Shiv Someshwar, Rebecca Sopchik, et Erin Trowbridge

Un projet de rapport a été mis à disposition du public pour consultation du 7 au 22 mai 2013. Le Leadership Council (Conseil de Direction) est très reconnaissant des centaines de propositions détaillées qu'il a reçues par écrit ou lors des conférences téléphoniques. Nous souhaiterions remercier en particulier les institutions citées ci-dessous. Une synthèse des commentaires écrits est disponible sur le site www.unsdsn.org. Les auteurs assument l'entière responsabilité de toute erreur ou omission.

ACSMP/UNSW Australia

- ACTION
- Action Aid
- African Food Security Urban Network
- African Centre for Cities, University of Cape Town
- African Monitor and Voice African Future Initiative
- Amnesty International
- AquaFed
- ASIES
- Association pour l'Intégration et le Développement Durable au Burundi-AIDB
- Atkisson Inc.
- Australian Federation of Graduate Women
- BOND Disability & Development Group
- Brazilian Society of Ecological Economics - ECOECO
- Business in the Community
- CAFOD
- CEBDS
- CEEweb for Biodiversity
- Center for Social Responsibility in Mining (Queensland University)
- Center for Universal Education
- Brookings Institution
- Center for Women's Global Leadership, Rutgers University
- ChildFund Alliance
- Christian Aid
- CIRAD
- Cities Alliance
- Columbia University
- Conservation International
- Coordinator Commons Cluster and Commons Action for the United Nations
- UN Rep. Association of World Citizens
- Institute for Planetary Synthesis
- All Win Network
- CTS EMBARQ Mexico
- Danish National Committee for IGBP / University of Copenhagen
- De Dierencoalitie

- Deutsche Gesellschaft für international Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
- Development Alternatives Group
- Development Initiatives
- Disability and Development Cooperation
- econsense - Forum for Sustainable Development of German Business
- EcoSense
- Ethical Markets Media
- EuroNGOs and Countdown 2015 Europe Networks
- Fair Trade Advocacy Office
- FAO
- Federal University of Mato Grosso
- Forum of NGOs Tuberculosis Rio de Janeiro Brazil
- German Development Institute / Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE)
- Global Alliance For Tax Justice Coordinator Committee
- Global Compact
- Global Ecovillage Network
- Global Footprint Network
- GlobalForesightBooks.org
- Graduate Institute Geneva
- Greenpeace
- Groupe Solidarité Justice SHJM of Québec
- Harvard University
- HDS Systems Design Science
- High Level Task Force for International Conference on Population and Development (ICPD)
- Home Planet
- Human Rights Watch
- ICLEI (Secretariado para México
- Centroamérica y el Caribe)
- IDRC
- IGES
- Initiative for Equality
- Instituto de Políticas para el Transporte y el Desarrollo (ITDP)
- Interact Worldwide/Action for Global Health
- Integrative Strategies Forum
- Interact Worldwide/Action for Global Health
- International Christian University
- International Council for Science Secretariat
- International Crisis Group
- International Federation of University Women
- International Presentation Association
- International Presentation Association of the Sisters of the Presentation
- International Union of Geological Sciences
- International Women's Health Coalition
- International-Lawyers.Org
- IRRI
- IUPAC
- Joint Institute for Strategic Energy Analysis
- Kathmandu University
- LEAD Southern and Eastern Africa
- National Assembly of Nigeria
- Leonard Cheshire Disability
- Lund University

- Lyon Arboretum
- University of Hawai'i
- Madjulla Inc.
- Ministerio de Relaciones Exteriores de Colombia
- Monash Sustainability Institute
- Monash University
- Norman Borlaug Institute, Texas A&M
- Occupy San Francisco
- ODI
- OESTE ENGENHARIA
- Oxfam India
- Partnership on Sustainable Low Carbon Transport
- PBL Netherlands Environmental Assessment Agency
- Pforzheim University
- Plan International
- Population Matters
- Progressio
- Queen Sirikit National Institute for Child Health
- Rep. dos Pontos de Cultura do Rio Grande do Sul na Comissão Nacional/GT-Boas Práticas do Movimento Nós Podemos do RS pelos ODM/ONU
- Risk Modeling and Insurance (RMSI)
- Save the Children
- Schumacher Institute
- Secretariat of the Convention on Biological Diversity
- Sisters of Saint-Anne
- Sisters of the Assumption of the Blessed Virgin
- Sisters of the Holy Names of Jesus and Mary
- Social Policy and Development Centre (SPDC)
- SOS Children's Villages International
- Southern Africa HIV Information Dissemination Service
- SSA Social Justice Office
- Stakeholder Forum for a Sustainable Future
- Sustainabilitycorp.net
- Sustainable Design International Ltd.
- Sustainable World Initiative
- Swedish Steering Group for Beyond 2015
- The CONVERGE Project
- The Foundation for Civilizational Transformation and Conscious Evolution
- The Geneva Consensus Foundation
- The Interagency Child Protection Group
- The Population and Sustainability Alliance (PSDA)
- The Saltus Forum
- Transformations LLC
- UN Peacebuilding Support Office
- UN WOMEN
- UNANIMA International
- UNCCD
- UNDP
- UNEP
- UNESCO
- UNICEF
- UNIDO

- United Nations Population Fund (UNFPA)
- United Nations University
- United Nations Volunteers
- United Regions Organization/FOGAR
- United States Council for International Business (USCIB)
- University of Colombo
- University of Siena
- MPS Foundation
- University of Turku
- Vale Columbia Center on Sustainable International Investment
- WaterAid
- Waterloo Institute for Complexity and Innovation
- WEDO
- WHO
- Women's Board
- World Association of Girl Guides and Girl Scouts (WAGGGS)
- World Bank
- World Business Council for Sustainable Development
- World Society for the Protection of Animals
- and WWF.

[1] Le Groupe de Haut Niveau des Personnalités Eminentes pour le Programme du Développement post-2015, qui a récemment présenté son rapport, fait partie des initiatives du Secrétaire Général (voir www.post2015hlp.org), le Réseau des Solutions pour le Développement Durable des Nations Unies (SDSN pour *Sustainable Development Solutions Network* en anglais), a été créé en 2012 afin de mobiliser les connaissances scientifiques et technologiques mondiales autour des enjeux du développement durable, y compris la conception et la mise en oeuvre du programme mondial du développement durable post-2015. Le SDSN a lancé de vastes consultations à travers le monde, menées par son Leadership Council (Conseil de Direction) et un réseau plus large de groupes thématiques, sur les questions clés du développement durable. Le Leadership Council, doté d'une expertise scientifique et opérationnelle couvrant le large éventail de défis dans le domaine du développement durable, a étudié ce qui pourrait être un projet de programme mondial, intégré, concis, scientifique et orienté vers l'action. Le présent document, préparé par le Leadership Council du SDSN, résume les principales conclusions de ces discussions et des travaux entrepris par les groupes thématiques du SDSN. Il intègre également les très nombreux commentaires reçus lors de la consultation publique de quinze jours qui a été ouverte pour une version précédente. Une synthèse en anglais des commentaires reçus lors de la consultation publique est disponible sur le site SDSN. Les organisations qui ont soumis des observations détaillées sur une version précédente du rapport sont détaillées page v.

[2] Le document final de la Conférence Rio+20 fait référence à trois dimensions du développement durable (économique, sociale et environnementale) ainsi qu'à la bonne gouvernance, ce qui est parfois citée comme étant la fondation du développement durable. Par souci de simplicité nous nous référons aux quatre objectifs sociétaux comme étant des dimensions du développement durable.

[3] Par exemple, les pays à faible revenu deviennent des pays à revenu faible-moyen.

[4] Les limites planétaires décrivent le « terrain de jeu » dans lequel l'humanité reste en sécurité par rapport à l'équilibre du système Terre exprimé à travers neuf dimensions critiques : le changement climatique, l'interférence humaine avec les cycles azote/phosphore, la diminution de la couche d'ozone, la pollution chimique, la consommation mondiale d'eau douce, l'acidification des océans, les changements d'exploitation des sols, la pollution atmosphérique par les aérosols, et le taux de diminution de la biodiversité.

[5] Nous recommandons que les pays conservent des indicateurs OMD dument révisés pour le VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme.

[6] Les pays qui ont atteint les cibles de mortalité devraient fixer des objectifs globaux plus ambitieux qui sont proportionnels à leur développement et veiller à ce que les objectifs quantitatifs minimaux soient atteints pour chaque sous-population.

[7] Le quatrième rapport d'évaluation du GIEC (2007) définit ce niveau comme étant une température moyenne globale de 2°C au-dessus du niveau préindustriel. Des preuves scientifiques récentes suggèrent qu'il serait nécessaire de ramener l'augmentation de cette température à 1,5°C sur le long terme. L'objectif global de réduction des émissions doit être régulièrement mis à jour en fonction des preuves scientifiques.

[8] Conformément aux objectifs pour la biodiversité d'Aichi qui devraient être atteints d'ici 2020.